

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
cellule carrières, mines, après-mine, éolien  
4 av de la gare / BP 132  
48005 Mende cedex

Mende, le 15/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SARL SALLES et Fils**

Route DE MARVEJOLS  
48100 Saint-Léger-de-Peyre

Références : 2023-11-  
Code AIOT : 0006602109

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement SARL SALLES et Fils implanté La Devèze 48260 Marchastel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Lors de la visite de la carrière voisine exploitée par la même société, au lieu-dit "Travers del Moulin", monsieur Salles, gérant, souhaite présenter l'avancement de la remise en état de la carrière dite "la Devèze". Ce échange donne lieu à une visite de la carrière "la Devèze".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL SALLES et Fils
- La Devèze 48260 Marchastel
- Code AIOT : 0006602109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est liée à une entreprise familiale de BTP (Terrassements et fourniture de sables cailloux et granulats), l'exploitation du site situé au lieu-dit "La Devèze" sur la commune de Marchastel, est une carrière de sable et gravier à ciel ouvert.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- signalisation
- propreté des voies d'accès
- gestion des déchets d'extraction
- prévention des pollutions : aire étanche

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Panneau sur les voies d'accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	Propreté de la voie d'accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 4.8	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les non-conformités constatées ne présentent pas de danger imminent pour les intérêts protégés mentionnés au L 511-1 du code de l'environnement et peuvent être corrigées rapidement (sous 30 jours). Elles font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Panneau sur les voies d'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, signalisation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Le panneau présent à l'entrée de la carrière dite "la Devèze" indique la référence de l'autorisation de la carrière "Travers del Moulin" sise à proximité - exploitée elle aussi par l'entreprise Salles et Fils - et non pas la référence de sa propre autorisation.  Ce fait constitue une non-conformité à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 2 : Propreté de la voie d'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions, sécurité du public
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.
<b>Constats :</b> L'intersection de la voie d'accès à la carrière et de la route communale qui mène à Rieutort d'Aubrac présente une accumulation de sable/poussières préjudiciable à la sécurité routière. En effet, cette accumulation est susceptible de masquer la limite de la chaussée ainsi que le creux présent entre les deux voies de circulation. L'exploitant est tenu de contrôler et d'entretenir cette zone ainsi que de prendre les dispositions à même de prévenir ces dépôts.  Ce fait constitue une non-conformité à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 3 : Plan de gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, gestion des déchets d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation «, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. ».</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>« - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; »</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose pas de plan de gestion des déchets d'extraction.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 4 : Aire étanche

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/02/2017, article 4.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement, l'entretien courant et le lavage des véhicules et autres engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée par un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels à un débourbeur/déshuileur correctement</p>

dimensionné.
<b>Constats :</b> Le site est doté d'une aire étanche qui, conformément aux demandes de l'inspection des installations classées émises lors de la précédente visite, canalise les écoulements vers un débourbeur/déshuileur. Ce dispositif sert au ravitaillement et entretien des engins roulant utilisés sur les deux carrières dites "la Devèze" et "Travers del Moulin".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet